

DE SERVICE DANS LES HÔPITAUX À L'ÂGE DE 65 ANS :

dans la légalité»

Partir à la retraite à 65 ans, cela vous gêne en quoi ?

Ce n'est pas de partir à la retraite qui nous pose problème, je souhaite partir à la retraite et mes collègues également. Nous rappelons simplement qu'à partir du moment où les textes disent que le retraité perçoit 80% de son salaire (article 17 de la loi 99-01 relative à la retraite), il n'y a aucune raison pour que cela ne nous soit pas appliqué. La même loi, dans l'article 17bis, énonce «le montant maximum brut prévu à l'article 17 ci-dessus ne peut être supérieur à quinze fois le SMIG». Jusqu'à présent, nous l'avons respecté. Mais, à partir du moment qu'un texte (décret exécutif n°15-289 du 14 novembre 2015) vient de déplaçonner les cotisations de la Casnos de six (6) à vingt (20) fois le SMIG, oui je dis bien de 6 à 20, il n'y a aucune raison pour que les pouvoirs publics ne le fassent pas pour la loi 99-0. Il est mentionné dans ce décret:

- dans l'article : «Le montant annuel de la pension d'invalidité est égal à 80 % de l'assiette de cotisation prévue à l'article 14 ci-dessous» ;

- et l'Art. 14 : «La cotisation de sécurité sociale des personnes non-salariées exerçant une activité pour leur propre compte est assise sur une assiette annuelle déclarée par l'assujetti conformément à la législation en vigueur, au plus tard le 31 janvier de l'année considérée. L'assiette de cotisation prévue à l'alinéa ci-dessus ne peut être inférieure au montant annuel du salaire national minimum garanti et ne peut excéder un plafond de vingt fois (20) le montant annuel de ce salaire».

La seule chose que nous demandons, c'est la justice sociale. Ceci sans oublier que tous ceux qui sont appelés aujourd'hui «LES VIEUX» ont cotisé au minimum 40 ans, et parfois 45 ans, en lieu et place des 32 ans requis. Avant la loi 99-01, les fonctionnaires qui activaient au-delà des 32 ans avaient un bonus de deux points par année supplémentaire d'activité avec un maximum de 5 ans. En ce qui nous concerne, nous avons continué à cotiser à la Cnas et à la retraite 10 à 20 ans de plus, période pendant laquelle la CNR était dispensée de verser la pension de retraite. Voilà l'injustice dont nous sommes victimes et que nous dénonçons.

Oui, sauf que public et privé comme vous venez de le dire ne dépendent pas des mêmes structures. Ils n'ont jamais été traités de la même manière.

Nous n'appartenons pas à deux Etats distincts ! Les fonctionnaires que nous sommes sont imposés à la base. C'est l'administration de la faculté et celle de l'hôpital qui déclarent le salaire et qui ponctionnent du salaire les redevances de l'IRG et de la Sécurité sociale. Les médecins privés auraient payé à l'époque moins d'impôts que nous. Mais aujourd'hui qu'ils peuvent payer 20 fois le SMIG, je suis sûr qu'ils vont tout déclarer pour bénéficier d'une retraite proportionnelle. Il est clair que le privé qui cotisait au plafond de 6 fois le SMIG recevait une retraite à hauteur de ses cotisations même s'il gagnait x fois plus et ne devait pas payer pas le quart de ce qui nous était retenu à la source, mais aujourd'hui qu'il cotise à hauteur de 20 fois le SMIG, il réclamera et recevra une retraite à la hauteur de ses cotisations et je le répète, ce n'est que justice.

Pour l'instant, vous ne savez pas à quel âge vous devez impérativement prendre votre retraite mais vous savez que vous n'avez droit qu'à 55% de votre salaire si vous partez.

OUI, cela on ne le sait que trop aujourd'hui et c'est contre cette injustice que nous nous battons. Ce que je reproche personnellement au bureau du SNECHU, c'est qu'au lieu de déclarer que les collègues qui ont atteint 65, 70 ans ne partiront que lorsque les professeurs de droit, ceux de sciences islamiques, de lettres ou de mathématiques, d'espagnol ou de chinois, etc. du même âge partiront, il ne le fait pas. Parce qu'il faut savoir qu'il y en a qui ont de 80 à 88 ans dans les autres facultés alors que nous avons le même statut. Si cela venait à se faire, on ne pourrait pas appeler cela autrement que de la discrimination.

Le SNECHU pour l'instant ne fait pas valoir l'absence de texte dans ce sens. Il est occupé à faire pression sur le ministère afin qu'il leur vide les chefferies de service. Dans notre naïveté d'universitaires, nous pensions que le SNECHU allait poser et régler ce problème. Le revirement de la politique de son bureau a entraîné la démission du président de ce syndicat. Si nous partons, il faut que les choses soient faites dans la légalité. Il n'y a qu'à changer les textes. Si je vous montre les statuts, il n'y a pas une ligne où il est dit que les professeurs et les professeurs hospitalo-universitaires partent à la retraite à 55, 60, 65, 70 ans. Alors que si vous prenez le statut des magistrats, corps très respectable, il y est dit qu'ils peuvent partir à 60 ans et s'ils le désirent continuer à travailler jusqu'à 70 ans (loi organique n°04-11 du 6 septembre 2004).

Pourquoi d'après vous cela n'était pas spécifié pour votre corporation ?

Peut-être qu'ils ne l'ont pas fait parce qu'à l'époque, il n'y avait pas beaucoup d'enseignants de rang magistral, de professeurs et maîtres de conférences.

Peut-être également que cela devait avoir comme pré-requis la nomination par décret, ce qui a fait reculer à l'époque à un syndicat autonome. Aujourd'hui, si l'Université d'Alger appliquait ces textes, si l'enseignement supérieur décidait de mettre dehors tous les professeurs de plus de 65 ans, de toutes les filières autres que les sciences médicales, il devrait se résoudre à fermer de nombreuses universités. Il faut dire que derrière tout cela, il y a des gens qui donnent de fausses informations.

Il est donc déjà arrivé que l'on démette de leurs fonctions des chefs de service? Pourquoi, puisque le ministère de la Santé n'a pas le droit de le faire sans raison essentielle ?

Il y a eu trois groupes qu'on a relevés pour ne pas dire trois fournées dans l'esprit de ceux qui ont poussé à cette situation. Le premier en décembre 2013, le deuxième un an après (décembre 2014) et le troisième en janvier dernier.

Pour la première promotion, il y a eu un concours immédiatement après. Pour les autres, il n'y a pas encore eu de concours. Des chefs de service par intérim ont été désignés. Je peux vous affirmer qu'ils se sont étripés (au sens figuré du terme) pour prendre et occuper les postes d'intérimaire. Je vous passe sur les guerres que se sont livrées les maîtres-assistants et maîtres de conférences du service surtout que parfois on leur a signifié qu'ils ne pouvaient y prétendre parce qu'eux-mêmes avaient déjà 65 ans alors que les arrêtés sur les chefferies par intérim ne le précisent pas. Ceci sans parler du scandale du dernier concours de chefferie de service, où trois arrêtés successifs ont été signés en deux mois (26 décembre 2013 puis le 4 et le 27 février 2014) pour modifier, ajouter ou retirer des postes, ce qui dénote la précipitation dans

laquelle s'est fait ce concours. Pire, du jamais vu dans les annales de l'Université algérienne : on a désigné un pharmacien pour présider, tenez-vous bien, le jury de médecine interne et de cardiologie, un médecin pour le jury de pharmacie, un gynécologue pour celui de chirurgie, un radiologue pour la médecine du travail, un clinicien pour la neurochirurgie, et j'en passe. On aurait pu donner les dossiers des candidats et les totaux à faire à la secrétaire du DRH qui a géré ce concours.

L'incohérence réside dans le fait que l'on se soit empressé de les pousser dehors sans même prévoir de les remplacer.

Exactement. Je l'ai déjà dit plus haut, on ne met pas la charrue avant les bœufs, on ne voit cela que chez nous. On aurait pu organiser un concours un an ou même six avant. Il est là le problème. Il faut que dans les statuts on dise que le professeur d'université doit partir à la retraite à tel âge. Et au risque de me répéter, il ne faut pas que cela soit spécifique aux hospitalo-universitaires.

Parmi ceux qui sont partis, il y en a qui ont des problèmes à boucler leur fins de mois ?

Oui ! De nombreux maîtres sont dans cette situation. Je vais vous citer le cas du professeur T. Il a aujourd'hui autour de 86-88 ans. Avec sa retraite, il descend, toujours, dans son cabinet pour assurer ses consultations. Vous trouvez normal qu'à son âge il soit obligé de faire cet effort ? Sa retraite est aujourd'hui de loin inférieure à celle versée actuellement à ses assistants partis après lui. Pourquoi n'est-elle pas réajustée ? Il a donné toute sa vie et au maquis et à l'hôpital. C'est révoltant, non ? En vous donnant cet exemple, j'ai honte pour le corps des professeurs auquel j'appartiens

Pensez-vous que vos problèmes soient inhérents au fait que vous releviez de deux départements différents, l'enseignement supérieur et la santé ?

En fait, nous sommes dans une structure de formation hospitalière qui dépend du ministère de la Santé et une structure d'enseignement universitaire qui dépend du MESRS. Aux profs de maths, de physique, de chimie, de sciences islamiques qui sont responsables de leurs disciplines, personne n'a retiré la responsabilité.

En ce qui nous concerne, il y a un problème de partage de l'autorité. Pour nous, le ministre de la Santé veut avoir son mot à dire puisque la formation se fait à l'hôpital, au lit du malade, dans la salle de consultation, au bloc opératoire ou à la paillasse. Il veut faire valoir une autorité qu'il a sur les services hospitaliers et que personne ne conteste. Il l'a, cette autorité, mais il veut maintenant montrer que c'est lui le seul responsable. C'est normal, légitime mais pourquoi, dans ce cas, le ministère de la Santé et de la Réforme hospitalière a-t-il accepté dans la grille d'évaluation faite sur mesure, par et pour certains, l'activité hospitalière, qui, dans le meilleur des cas, ne représente que 10% ? Je parle de la grille d'évaluation pour passer au grade de professeur chef de service hospitalo-universitaire. C'est une grille qui va permettre d'évaluer vos compétences et vos aptitudes, toutes vos activités hospitalières, universitaires et de recherche communications, vos publications et vos titres. On va prendre en compte les cours que vous donnez en graduation, en post-graduation et votre activité hospitalière. L'activité hospitalière ne vous octroie que 10 points et le reste entre 100 et 200 points. Ce

n'est pas normal ! Il existe, sur le papier, une structure chargée de coordonner entre les deux tutelles, c'est la CCHUN, une structure qui a parfaitement fonctionné depuis sa création au début des années 1980 jusqu'à l'an 2000. Les personnes qui y représentent les enseignants ont été élues il y a des années, mais aucune réunion ou installation officielle n'a été faite. Cette structure, qui avait jusqu'en l'an 2000 la confiance des deux ministères (MSPRH et MESRS), aurait pu éviter tous ces problèmes.

Vous parliez tout à l'heure de concours pour accéder au poste de chef de service. J'ai lu dans un document qu'au dernier concours qui a été organisé, plus de 500 postes étaient proposés à la chefferie de service dont plus de 300 ne sont pas pourvus. S'il y en a autant qui n'ont pas de chef à leur tête, pourquoi veut-on encore en vider d'autres ?

Il y en a bien plus que ça. Pourquoi n'ont-ils pas été pourvus ? Vous savez qu'il y a des services avec 4, 5 ou 6 professeurs à Alger et ailleurs ? Pourquoi pas un à Alger, un à Laghouat, un à Batna ? Tout le monde veut être à Alger. Il n'y a peut-être pas un seul professeur à Laghouat en dehors des responsables de la faculté.

En 84/85, il y avait un texte qui limitait le nombre de professeurs à un maximum de deux par service. Celui qui voulait être professeur devait aller à Tizi Ouzou, à Batna, à Annaba et ils sont partis. Là, ils ne sont plus obligés de partir. Prenez le concours qui vient de s'ouvrir, on a ouvert 4 ou 5 postes dans ma discipline à Alger, Annaba, Oran, Constantine. Il y a un seul candidat. Ce n'est pas normal et c'est la même chose pour de nombreuses spécialités. On pourra toujours se vanter d'avoir ouvert 650 postes. Mais pour les postes en question, seuls 50% au maximum seront pourvus faute de candidats. Il ne faut pas exagérer. Je pense qu'il y a beaucoup de choses à faire dans ce domaine-là.

Pour les postes de professeur, au dernier concours, il y avait 120 postes ouverts, il y a eu 41 enseignants qui ont acquis le grade de professeur. Pour les postes de docent, maître de conférences, par contre, on trouve 530 postes ouverts. Seuls 348 ont été pourvus. Il restait quand même 200 postes et pour la chefferie de service il y a plus de 300 postes qui sont vacants. Comment avec tout ça on veut libérer d'autres postes ? Nous sommes tous d'accord pour partir mais nous partons dans la dignité et dans la légalité. C'est surtout dans la légalité. La dignité suivra inexorablement.

Que s'est-il passé entre le moment où l'on a décidé de faire partir les professeurs à 70 ans et celui où l'on voudrait revenir dessus et abaisser l'âge de la retraite à 65 ans ?

En fait, officiellement et personnellement, je n'ai vu aucun texte, je vous l'ai déjà dit au début. Est-ce que vous pouvez me citer un syndicat au monde qui demande le départ de ses adhérents ? Et pourtant, c'est bien de cela qu'il s'agit ! Le SNECHU, à croire qu'il est débordé, pousse ses adhérents vers la porte de sortie. Vous pensez bien que si j'avais adhéré au Syndicat national des professeurs et docents lors de sa création, c'est parce que j'étais d'abord enseignant de l'INESSM. Si j'étais marchand de légumes, je serais encarté ailleurs.

M. B.

*** Le Syndicat national des enseignants chercheurs hospitalo-universitaires (SNECHU).**